

Bart Van Loo

NAPOLÉON

L'OMBRE DE LA RÉVOLUTION



Flammarion
au fil de l'histoire

Napoléon

Bart Van Loo

Napoléon

L'ombre de la Révolution

*Traduit du néerlandais
par Mireille Cohendy et Isabelle Rosselin*

Flammarion

*Édition française réalisée
avec le concours de l'historien Loris Chavanette.*

Ouvrage publié
avec le soutien
de Flanders Literature
(flandersliterature.be)



© De Bezige Bij, 2014

© Flammarion, 2023

ISBN : 9782080428769

À Clémence

« Passe maintenant, lecteur, franchis le fleuve de sang
qui sépare à jamais le vieux monde dont tu sors
du monde nouveau à l'entrée duquel tu mourras. »

(François-René de Chateaubriand,
Mémoires d'outre-tombe)

« Marchez à la tête des idées de votre siècle,
Ces idées vous suivent et vous soutiennent.
Marchez à leur suite, elles vous entraînent.
Marchez contre elles, elles vous renversent. »

(Napoléon)

« Peut-être que ce livre faussement,
rien qu'apparemment tourné vers le passé,
n'est de ma part qu'une grande quête de l'avenir. »

(Louis Aragon, *La Semaine Sainte*)

« Qui pourra jamais expliquer,
peindre ou comprendre Napoléon ? »

Honoré de Balzac, *Autre étude de femmes*.

PROLOGUE

« Est-ce que je pourrais fouiller dans les archives de l'état civil ? »

Je dus répéter ma question. Un silence suivit. L'employé municipal finit par accepter de laisser entrer ce petit morveux. La situation devait avoir quelque chose de cocasse. J'avais douze ans et je tenais à tout prix à établir mon arbre généalogique. Tout marchait comme sur des roulettes jusqu'à ce que j'arrive aux premières années du XIX^e siècle.

« C'est en français ? » demandai-je.

L'homme hocha la tête.

« Du deuxième jour du mois de frimaire l'an dix de la République française », déchiffrai-je en ânonnant.

Penché au-dessus de mon épaule, l'employé me traduisit le passage en néerlandais. Cela signifiait que Jozef Van Loo, orthographié Joseph, en français, le père de mon arrière-arrière-grand-père, était né le 23 novembre 1801 à Heist-op-den-Berg. « À deux heures de relevée », autrement dit à deux heures de l'après-midi.

De retour chez moi, je cherchai dans l'encyclopédie ce qu'était ce calendrier révolutionnaire, où le décompte des années n'était pas le même, où les jours et les mois avaient été rebaptisés ; je découvris aussi pourquoi le français avait soudain remplacé le néerlandais. C'étaient les Français qui nous avaient obligés à instaurer un état civil et m'avaient ainsi permis de m'adonner à ma nouvelle passion. Un certain Napoléon Bonaparte régnait en 1801, non seulement en France, mais aussi chez nous, ici

dans le département des Deux-Nèthes. Mais qui était cet homme ? Je continuai à feuilleter l'encyclopédie, puis laissai la question de Bonaparte de côté pour me consacrer entièrement à ma passion généalogique.

Je me remémore cette première rencontre avec Napoléon lorsque, vingt-cinq ans plus tard, je parcours les couloirs sans fin du musée de l'Armée à Paris, dans les pas du guide que j'ai réservé pour moi seul. Il me montre l'armure de François I^{er}, qui, en 1515, ne fit qu'une bouchée des Italiens, puis la dossière de la cuirasse du maréchal de Turenne, qui remporta maintes batailles sous Louis XIV, cet incomparable Roi-Soleil qui tint toute l'Europe en haleine. Je me dis que les Français ne doivent pas avoir la même vision de l'Histoire que nous. Dès leur plus jeune âge, on leur inculque l'image d'une nation dominante et puissante.

Chaque fois qu'il parvient à la fin d'un siècle, le guide ne peut s'empêcher de lancer d'un ton laconique : « Au suivant ! » Nous passons de salle en salle, de bataille en bataille, et le cri existentiel de Jacques Brel, en 1964, me revient en mémoire : « C'est la voix des nations et c'est la voix du sang / Au suivant / au suivant¹. » Ces voix des nations et du sang nous mènent à la section du musée consacrée aux guerres napoléoniennes, qui pourraient remplir à elles seules un bâtiment complet. Le nombre de victimes des guerres des siècles précédents devient insignifiant, comparé aux millions de vies qu'ont coûtées les campagnes napoléoniennes.

Le généalogiste en herbe que j'étais avait déjà découvert que le beau-frère de l'arrière-arrière-grand-père de ma mère avait, en 1814, déserté après dix-sept mois de service dans l'armée impériale. La simple visite de ce musée suffit à me convaincre que j'en aurais fait autant à sa place, sans aucun doute. Qui était donc cet homme qui avait mis sens dessus dessous la vie d'au moins un de mes ancêtres et d'une multitude d'autres Européens ?

Les paroles de Brel continuent à résonner en moi : « Ce ne fut pas Waterloo, mais ce ne fut pas Arcole / Ce fut l'heure où l'on regrette d'avoir manqué l'école. » Je n'avais pas fait, pour ma part, l'école buissonnière ; néanmoins, je connaissais mal ces

événements. On progresse, des tableaux représentant la bataille près du pont d'Arcole aux drapeaux déchirés témoignant de la défaite définitive dans les champs bourbeux de Belgique ; les gestes de mon guide se font plus amples, ses histoires gagnent en couleurs et en anecdotes.

Des générations de Français ont appris par cœur le nom des batailles napoléoniennes, comme une sorte de comptine. Mon guide, qui n'est plus dans sa première jeunesse, en fait partie. Il énonce sans la moindre hésitation : Toulon, Montenotte, Lodi, Arcole, Rivoli, Pyramides, Aboukir, Marengo, Ulm, Austerlitz, Iéna, Auerstaedt, Eylau, Friedland, Essling, Wagram, Moskova, Leipzig, Brienne, Quatre-Bras et Waterloo. L'enseignement de l'histoire en France a peu à peu perdu sa coloration militaire, et les armées napoléoniennes ont déserté les salles de classe. Un guide plus jeune ne saurait énumérer les noms de ces nombreuses batailles, et ce n'est peut-être pas très grave. Le bruit des armes, à une telle intensité, a de quoi donner le tournis. Je remercie mon guide et me dépêche de rejoindre ma compagne, française, au Dôme des Invalides, où nous avons rendez-vous.

Assise sur un banc, elle lit un roman de Balzac. Cette vision me catapulte vingt ans en arrière, lors des quelques mois que j'ai passés à Caen pour y étudier la littérature française. C'est en Normandie que je me suis pris de passion pour le roman du XIX^e siècle et pour Balzac, mon premier grand amour littéraire. Plus je le lisais, plus je croisais Napoléon. À l'instar de beaucoup de ses contemporains, le jeune Balzac voulait être comme lui. Il avait fait dresser chez lui, rue de Cassini, un petit autel surmonté d'une statue de Napoléon, avec cette inscription : « Ce qu'il avait commencé par l'épée, je l'achèverai par la plume². » Dans son œuvre monumentale, *La Comédie humaine*, l'écrivain allait saisir la société dans son ensemble et, d'une certaine manière, réaliser son rêve.

« Très agréable à lire », remarque mon amie lorsqu'elle note enfin ma présence, mais, franchement, je préfère Alexandre Dumas. »

Sa réflexion ne m'étonne pas, je connais ses préférences. Je m'assieds à côté d'elle tandis qu'elle poursuit sa lecture.

Dumas fait lui aussi partie des auteurs que j'ai lus et relus lors de mon séjour à Caen. Le maître ès plaisirs de lecture. *Les Trois Mousquetaires*. « Un pour tous, tous pour un ». *Le Comte de Monte-Cristo*. Chez Dumas également, Napoléon joue un rôle important. En un savoureux mélange d'imaginaire et de faits historiques, il a su, au fil des tomes, redonner vie à Bonaparte. De plus, son père avait été général dans l'armée de Napoléon et avait, un jour, eu le culot de dire qu'il n'était pas sous les ordres d'un homme, mais de la France. Il avait été congédié peu de temps après. Le fils décida de venger le père et de conquérir la France, non pas par l'épée, mais par la plume.

Balzac et Dumas : un même cri primal au moment d'entrer en littérature, et une carrière hors du commun pour tous les deux. Dumas allait devenir le Bonaparte du roman : aventurier, vif, passionnant, aimé. Balzac, lui, serait le Napoléon du roman : ambitieux, arrogant, impérialiste, redouté.

Bercé par le léger bruissement des pages à côté de moi, je songe au long voyage en voiture qui, en 1994, m'a ramené de Caen à Anvers. J'imaginai la Grande Armée traversant les champs de Picardie et je rêvais secrètement de fouler à mon tour le sol d'une grande partie de l'Europe, sur les traces de Napoléon. De Toulon à Waterloo, visiter vaillamment tous ces champs de bataille pour, finalement, en haut d'une colline près d'un lion de bronze, déclamer les fameux vers de Victor Hugo :

Waterloo ! Waterloo ! Waterloo !

Comme une onde qui bout dans une urne trop pleine.

Dans ton cirque de bois, de coteaux, de vallons,

La pâle mort mêlait les sombres bataillons³.

Qui était l'homme qui avait tant influencé mes écrivains préférés ? En lisant Dumas, Balzac et Hugo, je m'étais cent fois posé la question, mais toujours j'avais repoussé le moment de me plonger dans la saga napoléonienne pour continuer à me délecter de la littérature du XIX^e siècle. Tant et si bien que, finalement, ce n'est pas sur ses traces que j'ai parcouru le pays, mais sur les leurs. Pour mon livre *Parijs retour (Paris-retour)*⁴, j'ai traversé la France avec une pile de romans en guise de boussole et pénétré dans les décors de mes œuvres préférées.

En chemin et tandis que j'écrivais, Bonaparte surgissait à tout bout de champ. Il en fut de même pour les livres suivants. Dans celui sur la gastronomie, *Als kok in Frankrijk (Comme un coq en France)*⁵, il apparaissait comme un original en la matière, et dans celui sur le sexe, l'érotisme et la littérature, *O vermiljoenen spleet! (Ô vermeillette fente! Sexe, érotisme et littérature)*⁶, comme un censeur. Je le voyais réapparaître et je me disais : Ah, le voilà ! Mais je ne m'y attardais jamais. Il ne prenait pas ombrage de mon manque d'intérêt apparent, car, chaque fois, il revenait à la charge. Je compris un beau jour que cet entêtement était tout ce qu'il y a de plus logique. La France, la littérature, l'histoire, tout nous destinait à croiser le fer tôt ou tard.

Ma Française referme son livre et, penchant la tête de côté, m'observe. Elle sait que depuis un certain temps je m'intéresse de près à ce Monsieur Bonaparte et elle tient à me mettre en garde. Dans son pays, les bonapartistes qui ne peuvent évoquer l'Empereur qu'avec emphase sont pléthore. Aurais-je oublié cette représentation, au théâtre du Petit Montparnasse, de *La Conversation* de Jean d'Ormesson ? Bien sûr que je m'en souviens !

Un dialogue imaginaire entre Napoléon et son jurisconsulte, Cambacérés. « Une belle leçon d'histoire, poursuit-elle, mais sans la moindre critique, si bien qu'à la fin, en proie à une sorte d'euphorie nationale, toute la salle s'est levée pour applaudir. »

Elle s'attaque ensuite hardiment au *Dictionnaire amoureux de Napoléon* (2012) de Jean Tulard. N'est-il tout de même pas curieux, me dit-elle, que l'un des plus grands spécialistes de Napoléon écrive un ouvrage débordant d'éloges sur un criminel de guerre et ose terminer par ces mots : « Vive l'Empereur ! » ? Elle compte sur moi pour éviter ce genre de discours. Pas de glorification !

Je hoche la tête, mais précise que je n'ai pas non plus l'intention d'écrire ce livre le couteau entre les dents. Un pamphlet tendancieux qui s'acharnerait à démolir Napoléon page après page finirait par être aussi soporifique qu'une hagiographie lyrique. Je veux tenter de décrire le vrai Napoléon Bonaparte en abordant l'homme sous l'optique de la grande Histoire, et

chercher à percer, derrière l'image ambiguë du héros mythique et du personnage historique, l'homme de chair et de sang : ses erreurs, ses crimes et ses succès, mais également ses doutes, ses amours, ses maladies et ses dépressions. Sans oublier l'hybris, évidemment, cet arrivisme démesuré. Le curieux parcours d'un provincial à l'ambition immodérée qui se rend dans la métropole pour faire carrière. Une aspiration qui n'a rien de très original, mais qui déboucha sur une mégalomanie redoutable. Pouvait-on tirer de sa puissance enthousiasmante, mais aussi de ses regrettables errements, quelques enseignements sur la condition humaine ? Sonder le tragique d'un homme qui croyait pouvoir changer le cours des choses pouvait-il avoir un effet cathartique ?

« Méfie-toi ! Le Corse a englouti une partie de notre histoire, il ne fera de toi qu'une bouchée. » Elle pointe le doigt vers la crypte sous le dôme des Invalides, derrière nous. En bas trône un mausolée de porphyre. « Pour être sûr qu'il ne nous embêterait plus après sa mort, sa dépouille a été répartie dans plusieurs bières. Ici son cœur, là son estomac, un peu plus loin ses jambes. C'est raté. Il est omniprésent ! »

En 2013, Steven Skiena, un Américain, professeur d'informatique et ingénieur chez Google, a mis au point un logiciel qui croise les recherches sur Internet afin d'établir une liste des personnages les plus influents de l'Histoire. Napoléon arrive en deuxième position, après Jésus-Christ, mais devant Mahomet, Shakespeare, Aristote, Alexandre le Grand et Hitler.

L'influence de Napoléon est aussi indéniable qu'ambivalente. Général sanguinaire et « usurpateur⁷ » d'une part, bienfaiteur des Arts et père du Code civil d'autre part. Où est la vérité ? Où est la fiction ? Où commence la légende ? L'Histoire est « une fable convenue⁸ », dit Napoléon, qui s'est appliqué à construire un mythe autour de sa personne. Ses mémoires hors normes, dictés à Emmanuel de Las Cases, parus sous le titre *Le Mémorial de Sainte-Hélène*, sont un modèle de rhétorique. Ce livre, qui devint l'un des plus importants ouvrages du XIX^e siècle, aurait pu avoir pour sous-titre : *L'homme qui a construit sa propre légende*.

Il existe un nombre incalculable de livres sur le Corse. Seul Jésus-Christ peut se prévaloir de faire mieux. Le ton des

ouvrages exprime tour à tour l'adoration aveugle, le culte du héros épique, un subtil scepticisme ou un dénigrement radical. Une fois encore, l'ambivalence domine. Dans un livre au titre évocateur, *Peut-on prouver l'existence de Napoléon ?*, Richard Whately se demande en 1819 déjà – alors que Napoléon est à Saint-Hélène depuis quatre ans et qu'il faudra attendre quatre ans encore avant la parution de ses mémoires – si le grand héros n'est pas tout simplement une fable.

Dans l'immense collection d'ouvrages consacrés à Napoléon, aucun détail n'est laissé au hasard : le cheval qu'il montait à Marengo, le carrosse dans lequel il a fui le champ de bataille de Waterloo, les circonstances exactes de sa mort... Vous voulez savoir ce que l'Empereur faisait, il y a deux cents ans ? Il vous suffit de lire *Napoléon au jour le jour* de Jean Tulard et Louis Garros, et vous apprendrez que, le 4 juin 1814, il assistait à une soirée dansante sur le navire britannique *Curaçao*, qui avait jeté l'ancre dans le port de Portoferraio, sur l'île d'Elbe.

Nous sommes submergés d'informations sur le sujet, mais si, autour de vous, vous posez la question : « Quel est le dernier livre que vous avez lu sur Napoléon ? », vous constaterez qu'elle reste sans réponse plus souvent que vous ne l'auriez cru. Il semblerait qu'une foule d'aficionados suive tout ce qui paraît, mais que la plupart des innombrables livres sur Bonaparte ne trouvent guère preneur, à l'exception de quelques-uns peut-être⁹. Y aurait-il plus de livres que de lecteurs ?

Aujourd'hui, Napoléon est omniprésent, en premier lieu sous forme de bonbons, de liqueur, de cognac ou de jeux vidéo. Cherchez *Napoléon Games* sur le Net, vous découvrirez qu'en Flandre, ce nom imprimé sur les T-shirts des champions de cyclo-cross parcourt les chemins boueux, version moderne du champ de bataille, et pénètre dans tous les salons, par la magie du petit écran. Le Corse est devenu une marque, un nom que tout le monde connaît, mais qui, justement parce qu'il peut surgir à tout moment, sonne de plus en plus creux. Il se résume désormais à une liste de mots-clés qui, dans un jeu télévisé, vous permet de gagner quelques secondes : Waterloo, petit Empereur, main dans le gilet, chapeau pointu. Napoléon Bonaparte, c'est la grande Histoire figée dans une silhouette.

On peut le regretter, mais il faut reconnaître que chercher à retracer son parcours et cerner l'influence qu'il a eue n'est pas une sinécure. Pour cela, il n'y a qu'une solution : s'installer à un bureau et se frayer un chemin dans l'amas d'ouvrages sur Napoléon. Et ainsi, tenter de se faire une idée de l'homme qui a joué un rôle crucial à un moment charnière de l'histoire de l'Europe. Pas à pas, on reconstruit son parcours, ligne après ligne, on ressuscite un homme et une époque.

C'est ce que j'ai essayé de faire. Mais, pour cela, je devais trouver un point de départ. Afin de ne pas m'engluier dans une litanie d'anecdotes, il me fallait définir un angle d'attaque, trouver un fil d'Ariane qui me guiderait dans la jungle napoléonienne.

Pour se remettre de la vision du mausolée monumental, monstrueux à ses yeux, mon amie a besoin de beauté et m'entraîne au musée Rodin, non loin de là. Sur le boulevard des Invalides, j'aperçois un passant en qui je crois reconnaître Jean-François Balmer. Je viens de voir *La Révolution française*, un film en deux parties de Robert Enrico et Richard T. Heffron, avec Balmer dans le rôle de Louis XVI. Il m'a impressionné, et je voudrais le lui dire, mais je ne suis pas certain que ce soit lui. De plus, son nom m'échappe. Je me jette donc à l'eau :

— C'est bien vous Louis XVI ?

Il me regarde, surpris. Il semble passer en revue la succession de personnages qu'il a interprétés au cours de sa vie. Puis, un aimable sourire aux lèvres, il répond enfin :

— Oui, c'est moi.

Mon amie reste sans voix. Alors que je viens juste de visiter le tombeau d'un Napoléon soigneusement découpé en morceaux, voilà que je croise celui qui a été décapité : Louis XVI !

Personnellement, cette rencontre ne me semble pas si incongrue. J'ai vite compris que je ne parviendrais pas à cerner le personnage de Bonaparte d'un coup. J'ai donc fait un grand détour – appelons cela un comportement d'évitement – et je me suis plongé dans la Révolution française. Or il s'est avéré qu'en cherchant à contourner Napoléon, je suis justement tombé sur lui.

Bonaparte a grandi au cours d'une période qui compte parmi les plus passionnantes et les plus agitées de l'histoire de l'Occident. Il avait dix-neuf ans quand la Révolution a éclaté. Tandis que l'Ancien Monde était submergé par un courant d'idées nouvelles et un flot de violence, il était soldat dans l'armée française et rêvait d'un avenir glorieux en Corse. Quand le calme revint quelques années plus tard, la plupart des grands révolutionnaires étaient morts ou exilés, l'heure avait sonné pour lui de se mettre en avant. L'ombre de la Révolution continuerait à planer sur tous ses actes.

En épluchant la riche littérature sur Napoléon, je suis souvent resté sur ma faim concernant cette période clé et, dans les passionnants livres consacrés à la Révolution, je n'ai qu'entraperçu la figure naissante de Bonaparte. À moi donc de creuser la question de l'interaction entre le Corse et la Révolution afin de comprendre comment il était devenu Bonaparte. Comment était-il parvenu à convaincre le peuple français qu'il était l'homme providentiel ? Comment, dans ce chaos d'anarchie et de haine du roi, avait-il réussi à redorer l'éternel culte bien français de l'homme fort qui sait combiner autorité et amour de la culture ? Je voulais savoir si Napoléon avait mis fin à la Révolution, l'avait amenée à son accomplissement ou au contraire balayée de la main. Avait-il fini comme une pâle ombre de la Révolution ?

Mes recherches se sont avérées enrichissantes. La grande aventure de la guillotine et des droits de l'homme révèle le personnage de Napoléon Bonaparte et apporte une explication à sa chute. En outre, l'étude du parcours du Corse permet d'aborder sous un angle nouveau les événements qui, à partir de 1789 et pendant des années, ont eu des répercussions pour la France et le reste de l'Europe.

Peut-être est-il aussi intéressant d'étudier de près un moment de basculement révolutionnaire à l'heure où nous avons l'impression de vivre sur un volcan pouvant entrer en éruption du jour au lendemain. Il se pourrait que l'idée dangereuse selon laquelle notre salut se trouverait entre les mains d'un homme fort ne resurgisse.

Balmer nous accompagne jusqu'à l'entrée du musée Rodin. Il est intarissable sur le film. Il raconte comment, dans le rôle

de Louis XVI, il a dû monter quatorze fois de suite les marches de l'échafaud. Comment Robespierre – ou l'acteur qui l'incarnait – avait chaque fois observé la scène en souriant. Dès que je peux placer un mot, j'avance timidement que je n'ai vu aucune trace de Bonaparte dans le film. Il pousse un soupir et affirme que trop d'œuvres lui sont déjà consacrées. Le vrai sujet c'est : la Révolution ! Puis le roi s'incline et disparaît au coin de la rue. Dans le vide qu'il laisse se dresse au loin la coupole dorée des Invalides, immense couronne sur le tombeau de Napoléon. Je sais ce qu'il me reste à faire.

Bart Van Loo

Montréal, automne 2012 - Moorsele, été 2014
pour l'édition originale néerlandaise.

Moorsele, printemps-été 2023
pour la relecture de la traduction française avec Coraline Soulier.

I

« Un Bonaparte inconnu précède l'immense Napoléon. »

(Chateaubriand,
*Mémoires d'outre-tombe*¹)

DE FUGITIF À PRISONNIER

CHUTE DE NAPOLEONE BUONAPARTE

11 juin 1793. Sous le clair de lune, une petite embarcation chargée de fugitifs file à la surface de l'eau. Le sirocco souffle du Sahara un air chaud et sec. Tandis que Napoleone tente de chasser de ses pensées les images du pillage et de l'incendie de la maison de famille puis de la fuite dans la panique générale par les chemins poussiéreux, la Corse rétrécit à l'horizon, ce n'est bientôt plus qu'un point. Il comprend que lui et les siens vont connaître la pauvreté et qu'il est la cause de tous leurs malheurs.

Tout avait commencé avec son père – un héros éphémère. Carlo Buonaparte s'était d'abord battu aux côtés du général Pascal Paoli contre les Français auxquels le traité de Versailles, signé le 15 mai 1768 avec les Génois, avait donné le contrôle de la Corse. Les privations dans les montagnes corses n'avaient pas été vaines, et Paoli l'avait emporté sur les Français. Hourras et trompettes, mais, quelques mois plus tard, déception ! Contre la deuxième charge de l'armée française, il était impossible de faire face, et le héros national de la Corse avait quitté son île à la vitesse de l'éclair. La jeune famille Buonaparte s'était trouvée confrontée à un dilemme : sauver l'honneur et affronter la misère ou céder à la tentation de la collaboration. Les Français protégeaient la noblesse corse qui se rangeait de leur côté, et le père, Carlo, n'hésita pas longtemps. Il s'empressa de rassembler les documents prouvant qu'il était de sang bleu, obtint un titre aristocratique et la protection de la France. En 1769, sur l'extrait de naissance du deuxième fils, Napoleone di Buonaparte, brillait la particule.

La mère, Letizia Ramolino, avait quinze ans lorsqu'elle avait mis au monde son premier enfant. À trente ans, elle était entourée de cinq fils et de trois filles. En 1793, à quarante-deux ans, elle attirait toujours les regards. Louis-Charles-René de Marbeuf, gouverneur envoyé en Corse par la France, était immédiatement tombé sous le charme. L'époux opportuniste de Letizia avait compris que Marbeuf était un personnage important et avait préféré fermer les yeux. Leur collaboration assidue valut à Carlo une audience auprès de Louis XVI, qui, pour le récompenser de dix années de loyaux services, prit en charge les frais de scolarité de ses deux fils aînés et de sa fille Élisabeth.

Tandis que Letizia scrute le petit point qui disparaît au loin, Napoleone, vingt-trois ans, tourne le dos à son ancienne patrie et dirige son regard vers la France, pays honni jusque-là. C'est en Corse qu'il avait imaginé son avenir, sans avoir jamais le moindre doute, il y avait tout sacrifié. Pour cette maudite île, il avait manqué à son devoir, mis en péril sa carrière. Le résultat est un échec total : haï de ses compatriotes, considéré comme un traître, fuyant dans la nuit tel un voleur, la demeure familiale partie en fumée.

« JE NAQUIS QUAND LA PATRIE PÉRISSE »

Comme il avait été malheureux, enfant, dans ce pays lointain, la France ! Dix ans, un gamin, mais l'espoir militaire de la famille. Envoyé avec son frère aîné dans un premier temps, il en avait ensuite été séparé. Joseph avait pleuré sans retenue, lui s'était retenu crânement, ne versant qu'une seule larme. L'abbé Simon avait expliqué à Joseph que « cette larme solitaire trahissait plus de douleur qu'un chagrin bruyant¹ ».

Il fut placé dans un séminaire à Autun, au cœur de la Bourgogne, sous la houlette de l'évêque Marbeuf, qui se trouvait être parent du protecteur de la famille en Corse. L'homme était le prédécesseur d'un certain Talleyrand, dont le nom ne disait encore rien à Napoleone sur son modeste brick au milieu de la Méditerranée. Il allait cependant être l'un des personnages

les plus remarquables que le jeune homme croiserait au cours de sa vie.

L'enfant, qui ne parlait que le corse, dut apprendre le français en trois mois, ce qui n'alla pas de soi. Il finit par baragouiner un français qui, durant sa formation militaire de cinq ans à Brienne, après ses quelques mois à Autun, allait lui valoir tourments et moqueries. Son accent italien faisait rire ses camarades, et puis ce nom : Napoleone ! Personne en France n'avait jamais entendu un nom pareil. Il le prononçait *Napoillioné*, ils en firent « La-paille-au-nez ». (À noter que l'expression signifie « celui qui a une chance indue. »)

Les fils de marquis et de comtes fortunés ne facilitèrent pas la vie de l'élève boursier venu de Corse. Il prit le parti de se retirer dans sa chambre, où il dévorait les livres de la bibliothèque et remplissait des cahiers de notes et de résumés de ses lectures. Un jour, dans son manuel de géographie, il écrivit dans la marge : « Sainte-Hélène : petite île ». Ce furent des années de tristesse et de solitude, mais aussi de détermination grandissante.

Son père ne s'inquiétait pas pour son fils, soulagé de ne pas l'avoir à sa charge. Il en était de même pour « *maman* », pour qui l'éducation de huit enfants exigeait de compter chaque centime. Jusqu'au jour où le sort frappa. Le père décéda à l'âge de trente-huit ans des suites d'un ulcère cancéreux. L'autopsie ne laissait aucun doute. Dans l'estomac, on découvrit « une tumeur de la longueur et du volume d'une grosse patate ou d'une grosse poire d'hiver allongée² ». Qui connaît le sort de Napoléon en vient à conclure qu'un homme, aussi unique soit-il, échappe difficilement au poids de l'hérédité paternelle.

*

Diplôme militaire en poche, Napoleone est envoyé comme second lieutenant d'artillerie à Valence, dans le sud de la France, le 3 novembre 1785. Il s'arrange alors pour bénéficier d'une série impressionnante de congés : septembre 1786 – septembre 1787, novembre 1787 – juin 1788, septembre 1789 – février 1791, septembre 1791 – mai 1792. Chaque fois qu'il en a l'occasion, le jeune officier prend la poudre d'escampette. Destination ? La

Corse, encore et toujours. Au cours de la période qui fut peut-être la plus turbulente de l'histoire de France, Buonaparte, sur une durée de sept ans, exerça pendant trente-deux mois seulement le métier pour lequel la France le rémunérait.

En tant que Corse colonisé, il se laisse volontiers entretenir en attendant le moment de rompre le cou à la domination française et de chasser de son île ses concitoyens officiels. Malheureusement, la place de défenseur de la cause nationale de la Corse est déjà prise. Pour beaucoup, le général Paoli, le vétéran, exilé depuis plusieurs années à Londres, fait figure d'unique sauveur potentiel. Par conséquent, Napoleone se retranche dans une tactique à laquelle il aura souvent recours à l'avenir, et qui consiste à passer de la pommade et à caresser dans le sens du poil. Flatter Paoli en espérant qu'il lui servira de tremplin. Il emploie les grands moyens, il le faut, car qui porte le nom de Buonaparte se trouve aux yeux de Paoli tout au bas de l'échelle. Collaborateur un jour, collaborateur toujours, pour le général, cela ne fait aucun doute. Cependant, Napoleone est persuadé qu'il réussira à amener ce chef si populaire à d'autres sentiments.

Le 12 juin 1789, le sous-lieutenant Buonaparte adresse à Paoli une lettre l'assurant de toute l'admiration qu'il lui porte, des mots qui ne laissent aucune place à l'ambiguïté. « Je naquis quand la patrie périssait. Trente mille Français, vomis sur nos côtes, noyant le trône de la liberté dans des flots de sang, tel fut le spectacle odieux qui vint le premier frapper mes regards [...] L'esclavage fut le prix de notre soumission : accablés sous la triple chaîne du soldat, du légiste et du percepteur d'impôts, nos compatriotes vivent méprisés... méprisés par ceux qui ont les forces de l'administration en main³. » Persévérant dans cet élan de patriotisme corse, il propose à Paoli d'écrire l'histoire de l'île, mais le général se méfie de cet écrivain en herbe trop pressant. Il ignore sa proposition, estimant que ce n'est pas à un blanc-bec de vingt ans d'écrire l'Histoire.

Face à un tel entêtement, Napoleone ne se laisse pas décourager. D'Ajaccio, il entreprend de cibler Matteo Buttafoco, représentant de la Corse à la toute nouvelle Assemblée nationale, un royaliste convaincu, partisan du rattachement au continent et par conséquent ennemi de Paoli. Dans une diatribe rédigée

à la hâte, il traîne dans la boue ce M. Buttafoco. Buonaparte ne fait pas dans la nuance, il traite les aristocrates de « bandits de parchemin » et le clergé de « fakirs encloîtrés », se ménageant ainsi la sympathie des révolutionnaires français et soutenant en même temps le grand leader corse. Mais flatter Paoli équivaut à se battre contre des moulins à vent. Cette fois-ci, le général lui reproche son excès de parti pris.

Napoleone ne s'avoue toujours pas vaincu. Lorsque Paoli, grâce à l'intervention du comte de Mirabeau – le libertin, orateur et homme politique qui, en 1789, a participé à la rédaction de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* –, est autorisé à rentrer en Corse en juillet 1790, Buonaparte fait partie du comité d'accueil et, dans sa rue, il fait suspendre une banderole avec ces mots : « Vive la nation ! Vive Mirabeau ! Vive Paoli ! » Encore une fois, sans succès.

Plus il s'éloigne de la Corse en ce 11 juin 1793, plus il sent la haine monter en lui. Et il est loin d'avoir épuisé sa réserve de mauvais souvenirs. Honteux et fier à la fois, il se remémore son intervention comme tout nouveau lieutenant-colonel en second de la Garde nationale en Corse, nom donné à la force militaire qui, depuis la Révolution, tentait de maintenir l'ordre dans le pays et par conséquent sur l'île. Deux postes de responsables étaient vacants. Napoleone était prêt à assumer une fonction qui n'était pas rémunérée, mais pour cela il devait être élu officiellement. Le clan Buonaparte kidnappa un commissaire du gouvernement qui n'était pas en sa faveur pour s'assurer de son soutien. Napoleone remporta 522 voix sur les 492 inscrits. La falsification des résultats électoraux deviendrait une de ses spécialités, même quand il serait assuré de l'emporter haut la main.

Dire que sa première initiative en tant que dirigeant élu fut une surprise serait un euphémisme. Il engagea un combat contre les soldats français dans la citadelle d'Ajaccio ! Le colonel Maillard, chef de l'armée française sur place, stupéfait de constater qu'un officier français se retournait ainsi contre sa patrie, envoya un rapport accablant à Paris. Le fautif risquait de sévères poursuites judiciaires, mais, sur l'île, une telle sanction faisait figure de trophée.

Quant au vieux guerrier, il ne cédait toujours pas. Tout à coup, Buonaparte comprit que jamais il ne réussirait à amadouer Paoli. Il prit sans attendre le bateau pour la France, qui venait juste de déclarer la guerre à l'Autriche.

Avait-il renoncé à la Corse et allait-il s'engager sur le front ? Rien de tout cela. Il allait plaider sa cause et parvint par-dessus le marché à se faire nommer capitaine. Il négocia même sans aucun scrupule un cinquième congé et une avance sur sa solde. La somme à peine empochée, le tout nouveau capitaine de l'armée française repartait pour la Corse, colère au poing, vengeance en tête.

« CE PAYS-LÀ N'EST PAS POUR NOUS ! »

En 1793, l'opposition contre Paoli s'était cristallisée autour de lui. Jamais il n'oublierait ce sentiment, ce fut comme une révélation. Une bande de sympathisants qui lui jurait fidélité, un groupe d'adeptes qui promettait de le suivre jusque dans la mort ! C'était ce qu'il voulait : s'entourer d'hommes, d'un clan, d'un bataillon, d'une armée. En Corse, il avait appris le métier de chef.

Il entretenait une correspondance avec Christophe Saliceti, un Corse, membre de l'Assemblée nationale pendant les premières années de la Révolution. De Paris, Saliceti lui avait promis sa protection. En contrepartie, Napoleone le tenait au courant des pratiques louches de Paoli, en train de vendre la Corse aux Anglais, avec lesquels il était, depuis son exil, en bonnes relations. La France avait envoyé Saliceti sur place pour étudier la question, mais il était retenu en Provence.

Aujourd'hui, sur le bateau en direction du continent, Napoleone grince des dents en pensant à son frère cadet, Lucien, qui de France avait jeté de l'huile sur le feu en rédigeant un pamphlet contre Paoli dans lequel il écrivait : « Le lieutenant général Paoli, à qui la nation française a accordé sa confiance, protège, dirige ces attentats [...] Il est non le défenseur du peuple mais son tyran [...] Paoli est coupable ; il veut être souverain dans ce département : il en exerce tout le despotisme [...]

Livrez sa tête au glaive de la loi⁴. » Le jeune homme exalté se représentait déjà le froid dé clic de la guillotine.

Par cette violente accusation, Lucien résumait la rancune du clan Buonaparte à l'égard de Paoli, mais elle mettait son frère dans l'embarras. En faire une *persona non grata* sur le continent ne changeait rien aux rapports de force en Corse, où Paoli jouissait toujours d'une grande popularité et se savait soutenu par la majorité de la population. Napoleone s'empessa d'écrire une lettre aux responsables politiques français leur demandant de revenir sur leur décision, et, pour la dernière fois, il fit l'éloge de Paoli. Il fallait agir vite, car le héros du peuple tenait maintenant à en finir rapidement avec lui.

Afin de gagner du temps, Napoleone insista pour obtenir une entrevue avec le général, mais les troupes de Paoli s'étaient déjà attaquées au clan Buonaparte. Lorsqu'il apprit que sa mère avait dû fuir, que leur maison avait été incendiée, il fut pris de fureur, mais resta impuissant. Quelques heures plus tard, il était arrêté à Bocognano ; ses jours étaient comptés.

Jamais il n'oublierait comment un fidèle allié demanda la permission de le voir rapidement. Ensemble, ils tentèrent une évasion, mais l'un des hommes de Paoli, un certain Morelli, sortit son arme. En se retournant, Napoleone vit son épouse le freiner dans son geste et le supplier d'épargner le jeune homme. Ces quelques secondes décidèrent de son sort. Grâce à l'aide de quelques acolytes, il réussit sa fuite périlleuse à travers le maquis corse. La longue course au hasard dans l'obscurité, la nuit dans une grotte, l'arrivée difficile à Ajaccio et enfin sa cachette dans un placard encastré dans le mur chez le maire, Jérôme Lévy, tandis que les gendarmes étaient à ses trousses. Ce genre d'aventures n'était pas pour lui déplaire, bien au contraire. Il ne perdait jamais son sang-froid et, dans la difficulté, ses forces semblaient décuplées. Le rôle dans lequel le plaçaient les circonstances lui allait comme un gant. Se battre, se déplacer sans cesse, flatter, corrompre et éliminer.

Cela fait une semaine environ qu'il a demandé aux membres de sa famille de se tenir prêts. « *Questo paese non è per noi.* » (Ce pays-là n'est pas pour nous⁵.)

Par chance, sa mère réussit à atteindre la côte avec les enfants, et la famille peut embarquer pour Calvi. Il n'y a que quelques heures que, de là, ils ont quitté l'île. Il se sent victime du passé. L'échec de ses projets pour la Corse l'oblige à s'orienter vers la France. Comme son père, il est devenu, à son tour, un transfuge.

Le 24 février 1821, deux mois et demi avant sa mort, au cours d'un entretien avec le général Bertrand, le dernier de ses fidèles, il affichera un sentiment de rancune toujours aussi vif envers la Corse, un ressentiment qu'il traîne avec lui d'une île à l'autre, de Sainte-Hélène à sa maudite terre natale. « La Corse n'est pour la France qu'un inconvénient, une verrue qu'elle a sur le visage. Choiseul disait que si d'un coup de trident on pouvait, à la Neptune, enfoncer la Corse sous la mer ce serait un bon débarras... et il avait raison⁶. »

*

À Toulon, le capitaine du port observe à travers ses jumelles un navire qui approche. Le vent dissipe les nuages et fait tanguer l'embarcation. Enfin, il parvient à lire le nom. Le registre est ouvert devant lui. Dans la colonne des bateaux qui accostent, il note : 13 juin 1793, huit heures du matin, *Le Hasard*.

Tandis qu'il met pied à terre, Napoléon Bonaparte, qui a décidé de franciser son patronyme, tire un trait sur sa jeunesse et se mue en patriote français et révolutionnaire convaincu, seule façon pour lui d'obtenir prestige et richesse. Il croit en sa bonne étoile et a la ferme intention de faire de ses défaites des victoires et de tirer des humiliations subies plus de force encore. Bonaparte a beau avoir été, au cours des dernières années, un modeste officier qui demeurait la plupart du temps en Corse, il a tout de même, lors de ses séjours en France, assisté en témoin privilégié, bien qu'en marge, à la Révolution qui a bouleversé le pays. À présent, il a la ferme intention de ne pas rester sur la touche.

Le regard qu'il porte sur la France quand il entre dans le pays, le 13 juin 1793, est celui du héros de Balzac, Eugène de Rastignac, à la dernière page du *Père Goriot* (1835). Ce paragraphe d'une énergie passionnée est peut-être le plus cité de *La*

Comédie humaine. Rastignac, provincial ambitieux qui compte faire carrière à Paris, observe la capitale depuis les hauteurs du Père-Lachaise. Il suffit de remplacer le cimetière par le port de Toulon et Paris par la France. « Rastignac, resté seul, fit quelques pas vers le haut du cimetière et vit Paris tortueusement couché le long des deux rives de la Seine, où commençaient à briller les lumières. Ses yeux s'attachèrent presque avidement entre la colonne de la place Vendôme et le dôme des Invalides, là où vivait ce beau monde dans lequel il avait voulu pénétrer. Il lança sur cette ruche bourdonnante un regard qui semblait par avance en pomper le miel, et dit ces mots grandioses : À nous deux maintenant⁷ ! »

Cette dernière phrase résume tout. Tel est l'enjeu. Un homme face à un homme, non, un homme face à un pays, pardon, un homme face à un continent. De l'ambition à revendre. Opportunisme et hypocrisie à foison. Pour la modestie, en revanche, pas grand-chose en stock.

« À nous deux maintenant ! »

CHUTE DE LA BASTILLE

« Que les honnêtes gens rentrent chez eux, je ne tire que sur la canaille¹. » Napoleone Buonaparte se tient au milieu de la rue d'un village, à Seurre, à un jour de marche de la caserne d'Auxonne, en Bourgogne. Il brandit son épée d'un geste menaçant. Nous sommes fin avril 1789, et la Bourgogne est en pleine ébullition. Deux marchands de blé ont été tués. La famine fait rage, le peuple est à bout.

La voix du lieutenant ne tremble pas, le ton est ferme. Il a beau n'avoir que vingt ans et passer la plupart de son temps en Corse, il saisit sa chance et montre qu'il sait faire preuve de détermination. Les insurgés se retirent, Buonaparte remet son épée au fourreau. Le soir, lors d'un bal des officiers, il se voit couvert d'éloges. Il affiche un sourire modeste, réplique qu'il n'a fait que son devoir, qu'il s'est contenté d'exécuter les ordres. Il hausse les épaules et s'essaie à un quadrille, entreprise périlleuse, car il est piètre danseur et le restera.

Aux yeux du jeune Napoleone, les révoltes qui éclatent ici ou là n'expriment qu'une grogne marginale. La seule chose qui compte à ses yeux, c'est la politique corse. S'il avait dû enjoinde de tirer, il n'aurait pas hésité, en fervent partisan de l'ordre et en bon soldat qui fait ce pour quoi il est rémunéré. D'ailleurs, il déteste ces pauvres hères qui, à Seurre, ont tenté de prendre leur sort en main. Il appartient à la noblesse et se sent mille fois supérieur au peuple ; en outre, le sens de la hiérarchie lui a été inculqué à l'académie militaire. Il a cependant peu d'estime pour le rôle que jouent les rois européens. Il est certes crucial

d'avoir un leader, mais celui-ci doit faire preuve d'une forte personnalité.

Napoleone est souvent malade. L'humidité des marais alentour provoque chez lui des accès de fièvre. Il lit, il étudie, il réfléchit et il écrit. Dans sa bibliothèque, les tragédies de Corneille et de Racine côtoient *La République* de Platon, *Vies parallèles* de Plutarque ou *Les Confessions* de Rousseau. Tandis que ses camarades parlent d'amour et de femmes, lui se laisse inspirer par les vies des héros de Plutarque : Démosthène, César ou Alexandre le Grand. Il prend des notes sur Rousseau. L'auteur lui apporte la dose de sentimentalisme qui manque aux classiques, une sensibilité dont il s'éloignera au fil du temps. Dans son exemplaire de l'ouvrage *Du contrat social* (1762), il souligne deux phrases qu'il sait réciter par cœur : « Il est encore en Europe un pays capable de législation ; c'est l'île de la Corse. La valeur et la constance avec laquelle ce brave peuple a su recouvrer et défendre sa liberté mériteraient bien que quelque homme sage lui apprît à la conserver². »

Il croit encore qu'il pourrait être cet homme.

Des Mazis, son camarade à Auxonne, lui demande en quoi cette fringale de lecture peut lui être utile. Napoleone répond qu'il a besoin de s'occuper, qu'il ne supporte pas l'oisiveté et qu'il n'a pas de temps à perdre.

Il attrape sur la table un poème d'Alexander Pope :

Plus notre esprit est fort, plus il faut qu'il agisse
Il meurt dans le repos, il vit dans l'exercice³.

Sur son intention d'écrire une *Histoire de la Corse*, il ne dit mot. Plus tard dans l'année, il enverra son projet à Paoli et ne terminera jamais son livre.

Napoleone ne roule pas sur l'or, comme en témoigne sa mise. Son habit militaire est élimé. On le plaint, mais les moqueries appartiennent au passé. Peu à peu, il impose le respect. Son maigre budget, il le consacre principalement à ses lectures. Il ne lit pas exclusivement de la littérature, il s'intéresse aussi à l'Histoire et aux manuels militaires. Il veut maîtriser le métier d'artilleur, se distinguer comme chef des canonniers. Il se fraye un chemin vers la connaissance. L'ouvrage de référence de Ben-

jamin Robbins, *Nouveaux Principes d'artillerie* (1783), ou *Les Tables du tir* (1787) deviennent ses livres de chevet.

Il pressent que ces nouveaux équipements sont amenés à jouer un rôle majeur dans la tactique de guerre ; il se montre un élève assidu à l'École royale d'artillerie d'Auxonne. Le directeur, Jean-Pierre du Teil, est impressionné par ses progrès et lui prédit une brillante carrière. Dans une lettre de 1788 à son oncle Joseph Fesch, l'archidiacre d'Ajaccio, qu'il nommera lui-même plus tard cardinal, il raconte combien ce compliment lui a fait plaisir. « Vous saurez mon cher oncle que le général d'ici m'a pris en grande considération au point de me charger de construire au polygone plusieurs ouvrages qui exigeaient des grands calculs, et pendant dix jours, matins et soirs, à la tête de deux cents hommes, j'ai été occupé. Cette marque inouïe de faveur a un peu irrité contre moi les capitaines⁴. » Seraient-ils jaloux ? La-paille-au-nez n'est plus d'actualité. Désormais, tout le monde prononce son nom correctement.

On lui propose de rédiger le projet de constitution de La Calotte, la société des lieutenants d'Auxonne. Rat de bibliothèque et intellectuel, Buonaparte accepte. Il s'isole et s'attelle à cette tâche comme s'il s'agissait de la Constitution du pays. Dans un style grandiloquent et usant d'un vocabulaire tout droit sorti de l'œuvre de Rousseau, il établit un ensemble de règles destinées à encourager la bonne conduite et le savoir-vivre. La surenchère de termes pompeux et le ton solennel de ses écrits provoquent l'hilarité chez les officiers ; cependant, le texte est adopté.

« LES CHAPEAUX, LES CHAPEAUX ! »

« Allez dire à ceux qui vous envoient que nous sommes ici par la volonté du peuple et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes⁵. » Honoré Gabriel de Riqueti, comte de Mirabeau, solidement campé sur ses jambes, se tient au milieu de la salle de l'hôtel des Menus-Plaisirs à Versailles, à un jet de pierre du palais de Louis XVI. L'homme corpulent est engoncé dans sa veste noire, les petits cratères laissés sur son

visage par la petite vérole semblent prêts à entrer en éruption, sa mèche impressionnante se dresse comme une construction néogothique prête à s'effondrer à chaque instant.

De son regard enflammé, le tribun dompte son public. Des mots bien choisis, tels que « la volonté du peuple » et « la puissance des baïonnettes » lui vaudront une place dans les manuels d'histoire. Des discussions à bâtons rompus, des échauffourées ont lieu. Mirabeau s'en prend à Henri-Évrard de Dreux-Brézé, grand maître des cérémonies de France. Nous sommes le 23 juin 1789, et le tiers état s'agite.

Mirabeau, qui avait un frein lingual à la naissance, est devenu à force d'entraînement une sorte de Démosthène français. Il sent qu'il a un rôle à jouer. Buonaparte était encore au berceau que cet aventurier de métier participait à l'invasion de la Corse. Plus tard, il écrivit des romans pornographiques, fit des séjours réguliers en prison et se construisit en peu de temps une solide réputation de politicien populaire. Ses discours sont légendaires, son sens théâtral tout autant. Il peut bouillir de l'intérieur, mais sait garder la tête froide. Avant la Révolution, il incarne déjà l'assouplissement des barrières sociales. Il jouit d'un statut à part, entre noblesse et bourgeoisie, et, bien que comte, il réussit à se faire élire comme représentant du tiers état. De la Provence, il se rend à Versailles pour les États généraux. « À bas l'ordre privilégié, car les privilèges finiront, le peuple est éternel⁶ », déclare-t-il de manière prophétique avant son départ.

Depuis le 5 mai, le roi invite les différents ordres à Versailles, afin de tenter de résoudre les problèmes qui minent le pays. La dernière fois où la noblesse, le clergé et le tiers état se sont réunis, à la demande de Louis XIII, remonte à cent soixante-quinze ans. Entre 1302, la première fois, et l'avant-dernière en 1614, cette Assemblée nationale a été convoquée trente-cinq fois, c'est-à-dire tous les neuf ans en moyenne, puis plus rien pendant cent soixante-quinze ans. Ces chiffres montrent l'évolution du pouvoir absolu sous le règne des Louis les plus célèbres, Louis XIII, Louis XIV et Louis XV. Mais, à présent, Louis XVI n'a pas d'autre issue. Ce n'est pas sans méfiance qu'il convoque les États généraux.

La France subit un hiver particulièrement rigoureux. En outre, la natalité s'accroît, les récoltes sont mauvaises, les prix des denrées alimentaires augmentent. L'année 1789 est une longue suite d'épreuves. Buonaparte, au fin fond de la Bourgogne, sent lui aussi que quelque chose se prépare. « Le moment des États généraux approche. Tout s'en ressent. La fermentation est des plus grandes partout dans les villes, les bourgs, les campagnes. Fasse le ciel que cette étincelle de patriotisme soit durable, et que ce ne soit pas pour détériorer les choses ! Je le crains⁷ », écrit le Corse, sceptique.

Les fêtes répétées de la noblesse et du haut clergé sont non seulement perçues comme une provocation aux yeux des crève-la-faim, mais elles assèchent aussi le Trésor public. Ces deux ordres étant exonérés d'impôt, les charges pèsent uniquement sur le tiers état. Les recettes de l'État ne suffisent pas à payer les dépenses. En 1789, la moitié du budget est consacrée au remboursement des dettes.

Jacques Necker fut un influent ministre pendant huit ans, entre 1776 et 1790. Il fit plusieurs tentatives pour passer au crible et améliorer les finances publiques et le système fiscal, mais, selon certains de ses détracteurs, il aurait profité de la situation pour s'enrichir, ce qu'il sut parfaitement dissimuler. Ses réformes firent de lui un homme populaire car il choisit d'emprunter plutôt que d'avoir recours à une hausse d'impôts. Aux yeux de nombre de ses concitoyens, Necker accomplissait des miracles, c'était un magicien qui tirait de son chapeau non pas des lapins, mais des pièces sonnantes et réverbérantes.

Il faut dire que ce ministre banquier contractait ses fabuleux emprunts à un taux très élevé. Cela n'avait pas empêché Louis XVI d'apporter son soutien à la guerre d'indépendance des colonies d'Amérique. Une action noble, certes, mais aussi un moyen de contrer l'ennemi de toujours, l'Angleterre, initiative qui obéra lourdement le budget de l'État.

Au cours du XVIII^e siècle, une nouvelle classe sociale était apparue, composée d'un groupe croissant de financiers, de banquiers, de propriétaires terriens, de hauts fonctionnaires et de gros entrepreneurs dans le domaine du textile et de l'acier. Ils

n'avaient pas encore le poids qu'ils auraient après la révolution industrielle, mais un processus de concentration du capital était en route. Pour boucher les trous dans le budget, le roi frappa à la porte des banquiers et des financiers qui avaient fait de bonnes affaires. Devenus riches, ils exigèrent davantage de pouvoir.

Leur contemporain, Antoine Barnave, avocat, résume en quelques mots les ambitions de cette nouvelle catégorie sociale : « Une nouvelle répartition des richesses exige une nouvelle répartition du pouvoir⁸. » Ce qui revient à dire : l'absolutisme a fait son temps, les nouveaux riches veulent participer aux décisions politiques. Ils comprennent que la situation explosive leur offre une chance en or. Pour renverser l'Ancien Régime, déjà mis à mal par la pensée des Lumières, il leur faut un élément déclencheur. Il est facile d'attiser le mécontentement d'un peuple affamé. Il ne reste plus qu'à trouver le prétexte qui mettra le feu aux poudres.

Lors de la convocation extraordinaire des États généraux, le pays remet au roi les cahiers de doléances, qui résultent des plaintes exprimées dans tout le pays. L'Assemblée est composée de trois ordres : la noblesse (270 députés), le clergé (291) et le tiers état (578). Les ouvriers et les paysans qui forment la majorité de la population ne siègent pas à l'Assemblée. Seuls quelques barons et notaires éclairés s'imaginent représenter les classes inférieures.

Louis XVI et sa suite sont accoutumés à la noblesse et au clergé. À Versailles, la présence des plumes blanches, des galons dorés, des épées d'apparat, ainsi que la pourpre des soutanes des cardinaux et le violet des évêques font partie du décor. Mais qui sont ces messieurs vêtus de sobres costumes noirs que seule une cravate blanche égaie ? Le 5 mai 1789, le roi observe avec étonnement les représentants de la bourgeoisie. Une volée de corbeaux qui perturbent un cortège de paons. Une nuée de corneilles de mauvais augure.

*

À la fin d'un discours d'ouverture routinier et laborieux, le roi se découvre et agite son chapeau comme l'exige l'étiquette.

Puis il le remet, signal pour la noblesse au complet d'entamer une chorégraphie de couvre-chefs à plumes, toujours selon les règles du jeu. Par bravade, ou par ignorance des usages, la bourgeoisie fait de même, ce qui n'est pas du goût de la Cour, qui voit dans ce geste un outrage au protocole. La noblesse, à l'instar du roi, porte le chapeau en signe de supériorité, la bourgeoisie au contraire se doit d'aller nu-tête.

« Les chapeaux, les chapeaux ! » sifflent entre leurs dents ces messieurs de sang bleu, suffisamment fort néanmoins pour être entendus du roi, mais pas assez apparemment pour la bourgeoisie, qui fait comme si de rien n'était.

Le roi reçoit comme un coup au cœur, il a devant lui une France divisée. Il ne peut fermer les yeux. Que faire ?

En proie à l'indécision, qui deviendra sa marque de fabrique, il reste coi. Son large dos ruisselant de sueur, il finit par retirer son chapeau à plumes d'un geste qui se veut spontané, mais ressemble plus à une crampe qu'à un mouvement élégant. La salle, étonnée, fait de même. Le souverain se verra obligé de tenir son couvre-chef à la main pendant toute la séance. De plus, durant le discours de trois heures de Necker sur la situation financière du pays, il mène un combat perdu d'avance pour réfréner ses bâillements et garder les yeux ouverts.

Le premier rang peut entendre les grincements de dents de Marie-Antoinette. Elle est l'une des rares personnes à prendre réellement la mesure de la situation. Le roi qui retire son chapeau devant le peuple ne met pas seulement à mal le protocole, il fragilise surtout son autorité.

« EH BIEN FOUTRE ! QU'ILS RESTENT ! »

Louis XVI est un brave homme, quelque peu lymphatique, à qui le pouvoir absolu a été inculqué depuis son plus jeune âge. Cependant, contrairement à ce qui a souvent été écrit, il est loin d'être borné ou stupide. Il aime lire et, dans son atelier, il s'adonne à sa passion, la serrurerie. Fêru de géographie, il collectionne dans son bureau cartes, globes, télescopes et

sextants. Dans ses appartements, conçus par lui, il devient magicien en robe de chambre.

Le souverain mène une vie luxueuse, mais soumise à un emploi du temps strict. Afin d'échapper aux futilités de l'étiquette, il s'adonne à des excès gastronomiques et à d'interminables parties de chasse. Ses contemporains décrivent le roi comme un bon cavalier, en dépit de son embonpoint. Mais quand on demande au brave homme d'agir en souverain d'un pays en crise, sa vitalité fond comme neige au soleil.

Guerrier en forêt, nigaud en public. Louis est l'oncle rêvé, un peu hurluberlu, mais plutôt habile de ses mains et érudit à la fois. En revanche, il a horreur du rôle de père de la patrie, plein de sagesse et de fermeté, que l'Histoire lui impose. Le seizième Louis est l'homme qui ne voulait pas être roi et qui le devint au moment le plus critique de l'histoire de l'Europe occidentale. Mirabeau résume ainsi sa personnalité : « Le Roi a passé sa vie à dire le soir qu'il avait tort le matin⁹. »

Un souverain à poigne aurait-il pu changer les choses ? La question demeure. Le pauvre Louis paye le prix de huit siècles de royauté et d'asservissement. En 1789, ni lui ni ses concitoyens n'en ont conscience. Quand commencent les États généraux, il jouit encore d'une certaine popularité. Une grande majorité de Français considère le roi comme un père de famille prêt à écouter attentivement leurs doléances. Mirabeau, perspicace, juge que le temps est venu de poser les bases d'une monarchie constitutionnelle, un régime qui mettrait définitivement fin à l'ancienne hiérarchie et aux privilèges, mais laisserait le roi sur son trône.

Bientôt, une pomme de discorde majeure apparaît : comment voter les décisions ? Selon la tradition, on compte les votes par groupe, ce qui donne l'avantage à la noblesse et au clergé qui, s'ils s'allient, sont sûrs de l'emporter. C'est pourquoi le tiers état exige le vote par tête, ce qui, à long terme, pourrait signifier la fin du régime obsolète des trois ordres et du pouvoir absolu. La noblesse et le clergé rejettent fermement ce projet. Quelle sera la position de Louis XVI ?

Le souverain n'est pas disposé à entreprendre de profondes réformes, il souhaite simplement redresser les finances, il balaye

la proposition du vote par tête. Il a l'intention de l'annoncer le 23 juin, lors d'une assemblée extraordinaire des États généraux. Le 20 juin, prétextant des travaux en vue de la session royale trois jours plus tard, il refuse au tiers état l'entrée de l'hôtel des Menus-Plaisirs à Versailles.

Ruse ou mensonge ? Vérité ou tactique ? Ce qui est sûr, c'est que la porte reste close et qu'il tombe des trombes d'eau. Un certain Joseph-Ignace Guillotin se tient lui aussi devant cette porte fermée.

Quelques mois plus tard, ce médecin acquerra une notoriété éternelle pour avoir convaincu le Parlement de reléguer aux oubliettes les mises à mort barbares. Selon leur crime, les condamnés étaient écartelés, brûlés, étranglés, pendus, écorchés vifs ou roués. Il propose, dans l'esprit de la Révolution, la même mort pour tous. « Avec ma machine, je vous fais sauter la tête en un clin d'œil, et vous ne souffrez point. La mécanique tombe comme la foudre, la tête vole, le sang jaillit, l'homme n'est plus¹⁰. » Mais pour l'instant il se tient devant une porte fermée et avec lui tout le tiers état.

Guillotin élève la voix. Il connaît une petite salle de sport non loin de là. Pourquoi ne pas s'y réunir ? Les autres, trempés comme des soupes, hochent la tête. Là où normalement les balles rebondissent entre les murs vont résonner des mots dont l'écho retentit encore aujourd'hui. À Versailles, dans la salle du Jeu de Paume, les membres du tiers état rassemblés, auxquels une partie du clergé et de la noblesse s'est jointe, prêtent serment : ils jurent de ne pas se séparer avant d'avoir rédigé une Constitution. Il leur faudra un certain temps pour cela, mais en août la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, pierre angulaire de la Constitution de 1791, est imprimée. Le tiers état se proclame Assemblée nationale, une représentation qui préfigure le parlement moderne français.

Sur son célèbre tableau inachevé, *Le Serment du Jeu de Paume*, le peintre et révolutionnaire Jacques-Louis David place à droite un Barnave enthousiaste, mais l'œil est attiré par l'incontournable Mirabeau, qui renverse sa grosse crinière de lion agitée. La tête de Guillotin se perd dans la foule, ainsi que celle de Maximilien Robespierre, qui pour l'heure est encore un

inconnu. Le spécialiste de la Constitution, Emmanuel-Joseph Sieyès, se tient aux côtés d'un Jean Sylvain Bailly triomphant, le président de la toute nouvelle Assemblée nationale, qui, la main levée, est le premier à prêter serment. Le spectateur attentif remarquera comment l'artiste rusé a peint, en haut à gauche, l'éclair qui frappe la chapelle royale de Versailles.

Nous sommes le 20 juin 1789, la Révolution française vient de commencer.

Louis XVI ne comprend toujours pas. Le 23, il convoque comme prévu les États généraux pour leur faire part de sa décision. Il fait quelques concessions, mais pas suffisamment et, surtout, il interdit aux trois ordres de se réunir. « Si vous m'abandonniez dans une telle entreprise, seul je ferais le bien de mes peuples¹¹ », déclare-t-il.

Chacun choisit son camp. Une grande partie des États généraux quitte immédiatement la salle. Les ouvriers commencent à ranger les chaises, mais le tiers état refuse de sortir. Dreux-Brézé, grand maître de cérémonie, leur dit qu'il est temps de quitter les lieux. C'est à ce moment-là que Mirabeau, d'une « laideur grandiose et fulgurante¹² », selon les termes de Victor Hugo, se dresse et proclame : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes¹³ ! » Le temps qu'il baisse le bras et Dreux-Brézé a déjà disparu, il court rapporter ces paroles au roi. Ce dernier aurait poussé un profond soupir, réfléchi une seconde et dit : « Eh bien foutre ! Qu'ils restent¹⁴ ! »

Peu à peu, de plus en plus de membres du clergé et de la noblesse, parmi lesquels le duc Philippe d'Orléans, cousin du roi, se rallient au tiers état. La vieille France vacille. De nombreux aristocrates, fidèles au roi, lui suggèrent de faire intervenir l'armée pour rétablir l'ordre. Louis XVI veut à tout prix éviter une guerre civile, mais c'est justement par sa faiblesse qu'il va la provoquer. Quelques jours plus tard, les États généraux se réunissent à nouveau, à la demande du souverain d'ailleurs, qui ne peut que s'incliner face à la situation. La première assemblée française voit officiellement le jour.

Louis se sent piégé, le chasseur aguerri réagit comme un animal traqué, il cède à la peur et à la précipitation, et commet

une grave erreur en renvoyant Necker, ministre très populaire. En 1788, ce dernier avait plaidé pour que le nombre de membres du tiers état soit doublé, et il était partisan de ces maudits États généraux, qui ont si mal tourné. La Cour voit en lui la cause de ses malheurs. En sacrifiant Necker, le roi sous-estime sa popularité. La nouvelle met le feu aux poudres.

« LA VIEILLE FRANCE ÉTAIT VENUE LÀ POUR FINIR,
LA NOUVELLE POUR COMMENCER »

« Citoyens, il n'y a pas un moment à perdre. J'arrive de Versailles. Monsieur Necker est renvoyé. Ce renvoi est le tocsin d'une Saint-Barthélemy des patriotes. Ce soir, tous les bataillons suisses et allemands [qui composent la garde royale, note de l'auteur] sortiront du Champ-de-Mars pour nous égorger. Il ne nous reste qu'une ressource, c'est de courir aux armes et de prendre les cocardes pour nous reconnaître¹⁵. » L'avocat et journaliste Camille Desmoulins est monté sur une table au Café de Foy, un établissement rue Richelieu, à deux pas du Louvre. Ses mots sont repris par une foule en liesse.

Desmoulins est aux anges. Les révolutions sont aussi une fête de l'ego. Conscient de la posture, il brandit l'épée d'une main, le pistolet de l'autre, dans un geste héroïque. Nous sommes le 12 juillet 1789, le peuple affamé est pris d'ivresse en écoutant ses discours enflammés. « Aux armes ! Aux armes ! » crie-t-on dans les rues. Grâce à la fougue de Desmoulins, mais poussés aussi par les articles incendiaires du journaliste Jean-Paul Marat, ce roux au physique repoussant, les Parisiens sentent que, unis, ils représentent une force.

Le gros problème, c'est qu'ils n'ont pas d'armes ! Le 14 juillet au matin, une délégation se rend à l'Hôtel des Invalides. Les insurgés demandent qu'on leur ouvre le dépôt de munitions et qu'on leur donne des armes. Ils se voient opposer un refus. C'est alors que des milliers de citoyens attaquent l'hôpital-hospice construit sous Louis XIV pour les invalides de guerre. Les soldats qui gardent le bâtiment refusent de tirer sur le peuple. Les invalides

ouvrent eux-mêmes les portes. La foule fait main basse sur les trente mille fusils et quelques canons.

Et maintenant, des balles et de la poudre. Il y en a peut-être à la Bastille. La rumeur devient cri de ralliement. La Bastille ! Cette vilaine forteresse défigure depuis le Moyen Âge le quartier Saint-Antoine.

*

Le marquis de Launay est né à la Bastille, son père y était le maître, aujourd'hui c'est lui qui commande. Il n'a pas fermé l'œil de la nuit. Il n'a jamais brillé par ses qualités de dirigeant, et maintenant qu'il se trouve confronté à la plus lourde tâche de sa vie, il ne sait que faire. Il change de tactique toutes les cinq minutes, mais sur un point, il ne cède pas. Contrairement à son collègue, le marquis de Sombreuil, gouverneur des Invalides, il ne plie pas devant la supériorité du nombre et maintient les portes fermées.

Tandis que, dans la rue, des dizaines de milliers d'émeutiers, de partisans de la liberté, de curieux et de citoyens en quête d'émotions fortes trépignent d'impatience, on assiste à un va-et-vient de délégations accueillies avec courtoisie par Launay. Entre les différentes consultations, les balles fusent, de l'extérieur vers l'intérieur et vice versa. Il y a des morts. Les pourparlers reprennent. On se serre la main, on bavarde, on parlemente. Puis les tirs recommencent, faisant une centaine de victimes.

Quand la quatrième délégation ressort, disant que Launay a de nouveau refusé de se rendre, la lutte reprend, cette fois dans le but de l'emporter. La fumée qui pique les yeux, les nuages de poussière, les cris et les coups de fusil font tanguer la foule tantôt à gauche, tantôt en arrière, jusqu'à ce que, soudain, une brèche apparaisse. Les canons, acheminés depuis les Invalides, viennent à bout de la Bastille. Launay ouvre enfin les portes.

Il est cinq heures de l'après-midi, une multitude de Parisiens pénètre dans l'ancienne forteresse. Ils libèrent les sept pauvres types emprisonnés. « J'assistai, comme spectateur, à cet assaut contre quelques invalides et un timide gouverneur : si l'on eût

tenu les portes fermées, jamais le peuple ne fût entré dans la forteresse¹⁶ », se lamente un témoin des événements, l'écrivain François-René de Chateaubriand, quelques années plus tard.

En ce jour de juillet, les Parisiens voient les choses d'un autre œil, même si l'époque où de nombreux Français disparaissaient à jamais dans les oubliettes de la Bastille est révolue depuis longtemps. Elle est devenue un cachot de luxe pour les délinquants de sang bleu et, depuis quelque temps, c'est avant tout le lieu où séjournent les écrivains et les diffuseurs de textes pornographiques. Toute personne surprise à livrer au papier ses fantasmes pervers est ainsi symboliquement élevée au rang de la noblesse. Les nombreux embastillements donnèrent des ailes à la littérature érotique française, qui connut un élan inédit au XVIII^e siècle. Mais, le 14 juillet 1789, les libertins ont quitté les lieux. Le marquis de Sade rate de justesse l'occasion de briller plus encore. En effet, il a été transféré dix jours plus tôt dans une autre prison. Sa libération aurait conféré un peu d'éclat à ce maigre butin. Parmi les sept prisonniers, on compte deux fous et quatre faux-monnayeurs, qui ont trompé non pas le roi, mais seulement quelques riches banquiers.

La forteresse presque déserte devient soudain le symbole de tout ce que les révolutionnaires veulent voir disparaître. Sur cet objet gigantesque, mais concret, le peuple peut projeter sa haine et ses frustrations. Les insurgés se considèrent comme les hérauts de la liberté détruisant la citadelle des ténèbres. En l'espace de quelques jours, le bâtiment revêt un statut mythique. Qui aujourd'hui ne connaît pas la Bastille ? Qui, avant 1789, hors de France, en avait entendu parler ?

Les insurgés abattent Launay après qu'il a envoyé un coup de pied bien appliqué à un certain Desnot, boulanger de son métier. Ce dernier refuse l'épée que lui tendent ses camarades, il tire son couteau de sa poche et, tel un boucher, il tranche la tête de son adversaire. Elle est empalée sur un pieu et brandie dans les rues de Paris. La journée se termine dans le chaos et le désordre. Chateaubriand, témoin de la scène, note dans ses mémoires : « Au milieu de ces meurtres, on se livrait à des orgies, comme dans les troubles de Rome, sous Othon et Vitellius. On promenait dans des fiacres les vainqueurs de la Bastille,

ivrognes heureux, déclarés conquérants au cabaret. [...] Des prostituées et des sans-culottes commençaient à régner, et leur faisaient escorte. Les passants se découvraient avec le respect de la peur, devant ces héros, dont quelques-uns moururent de fatigue au milieu de leur triomphe¹⁷. »

*

Le 15 juillet commence la destruction de la Bastille.

Sous la supervision de Pierre-François Palloy, huit cents ouvriers environ entreprennent la démolition, qui durera jusqu'à novembre 1789. Mirabeau se précipite sur les lieux pour donner le premier coup de pioche. Guidé par les anciens geôliers, il inspecte les caves souterraines afin de démentir les bruits qui courent au sujet de prisonniers qui auraient été oubliés, mais aussi pour chercher d'éventuels couloirs souterrains qui conduiraient à la prison de Vincennes. Finalement, il gravit l'une des tours et jette solennellement la première pierre. Tandis qu'elle tombe, sa longue mèche coiffée en arrière retombe elle aussi.

La Bastille devient une attraction touristique et commerciale. « Les clefs de la Bastille se multiplièrent ; on en envoya à tous les niais d'importance dans les quatre parties du monde¹⁸ », constate Chateaubriand. Dans les pierres de la forteresse, on entreprend de tailler des morceaux qui seront vendus comme souvenirs et distribués équitablement entre les citoyens, ou du moins à ceux qui veulent bien payer. Le mythe vole en éclats, littéralement. Deux cents ans plus tard, on trouve encore en France des maisons ou des porches portant l'inscription : « Cette pierre vient des cachots de la Bastille. Palloy, le Patriote. »

Les premiers adeptes du romantisme, avec sa fascination pour les ruines et l'anéantissement, s'extasiaient devant les restes de la Bastille. De jeunes gens élégants posent volontiers sur les gravats – authentiques reliques médiévales à leurs yeux. Les dames se laissent guider par des Virgile trop lisses pour une visite haute en couleur de l'enfer de la Bastille. Elles passent la nuit dans un cachot ouvert aux courants d'air et, le lendemain, à grand renfort d'exclamations appropriées, racontent à leurs amis comment elles ont fait connaissance avec les rats et les araignées.

La Révolution est un spectacle, et le spectacle attire les foules. Acteurs et public se mêlent, se bousculent. Les cochers font des va-et-vient. Des poètes, des écrivains, des orateurs renommés, mais aussi des étrangers célèbres, des nobles éminents et des ambassadeurs européens se précipitent sur le chantier où des ouvriers, à moitié nus, raccourcissent chaque jour un peu plus la durée du spectacle. « La vieille France était venue là pour finir, la nouvelle pour commencer¹⁹ », écrit Chateaubriand.

Il faut dire que les autorités municipales avaient prévu depuis longtemps la destruction de l'horrible édifice. Finalement, les révolutionnaires ne font qu'exécuter les travaux publics planifiés. Mais la valeur symbolique est inestimable. On prétend que le philosophe Emmanuel Kant aurait exceptionnellement interrompu sa promenade quotidienne pour acheter un journal afin de prendre connaissance des détails de cet événement spectaculaire. La chute de la Bastille marque partout en Europe le début de la Révolution française. Les têtes couronnées ne peuvent ignorer plus longtemps que leur collègue français est dans de sales draps.

« SACHEZ DU MOINS ÊTRE MALHEUREUX ! »

Pour Louis XVI, le 14 juillet 1789 est une journée qu'il préférerait vite oublier. En proie à l'irritation, il ouvre son journal, réfléchit une seconde, trempe sa plume dans l'encrier et la résume en un mot.

« Rien. »

Le roi Louis XVI écrit cet unique mot dans son journal. Est-il à ce point coupé de la réalité ?

Non. Le souverain ne note dans son journal que les cérémonies auxquelles il est convié et surtout le butin de ses parties de chasse. À son grand désarroi, le 14 juillet, il est rentré bredouille de sa sortie en forêt. Tandis que la Bastille tombait, il manquait ses tirs les uns après les autres, comme si chaque mort qui tombait à Paris sauvait la vie d'un faisan. En désespoir de cause, Louis retourne au palais. Eut-il vent ce soir-là des émeutes à Paris ? On l'ignore. Mais le lendemain, certainement.

Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt se penche au chevet de Louis XVI. Nous sommes le 15 juillet 1789, tôt le matin. Dès son réveil, le grand maître de la garde-robe révèle en détail au souverain les événements qui se déroulent à Paris. « Mais c'est une révolte ? » l'interrompt le roi apeuré par le récit du duc. Celui-ci garde son calme, le regarde droit dans les yeux et prononce ces paroles devenues célèbres : « Non, sire, c'est une révolution²⁰. »

Quatre jours plus tard, dans la petite ville d'Auxonne, les cloches sonnent. Les bateliers et les porteurs prennent d'assaut la maison du percepteur des impôts et mettent à sac les douanes. La révolte dans les campagnes fait écho à la révolution en cours dans la capitale. Les nouvelles de Paris parviennent aux casernes, par conséquent à Buonaparte. Ce qui n'est pas sans effet. Il sort avec une patrouille, réprime la révolte et, de retour dans sa chambre, envoie un message à son frère Joseph. « Au milieu du bruit des tambours, des armes, du sang, je t'écris cette lettre. La populace de cette ville, renforcée d'un tas de brigands étrangers [...] ont pillé la douane et plusieurs maisons. [...] Le général a soixante-quinze ans, il s'est trouvé fatigué. Il a appelé les chefs de la bourgeoisie et leur a ordonné de prendre l'ordre de moi, vu que je connaissais ses intentions. Après bien des manœuvres, nous en avons arrêté trente-trois et nous les avons mis au cachot. [...] L'on va, je crois, en pendre deux ou trois prévôtalement²¹. »

Buonaparte accomplit sans effort ce qui échoue à Paris, il réprime le peuple. Par ailleurs, quelques semaines plus tard, il commente dans une autre lettre les événements dans la capitale comme s'il était un révolutionnaire convaincu. « Par toute la France, le sang a coulé ; mais presque partout cela a été le sang impur des ennemis de la Liberté, de la Nation, et qui depuis longtemps s'engraissaient à leurs dépens²². » L'attitude de Napoleone est équivoque, la situation aussi. Il cherche quelle position adopter. Il affine son opinion, regarde à droite, à gauche.

*

Alors que le jeune Buonaparte – il a dix-neuf ans – impose aux jeunes officiers un code de conduite strict, le tiers état tente

de faire de même à Paris avec le roi. Alors que Louis XVI est incapable d'abattre un lapin, Buonaparte ordonne de tirer sur les gueux. Tandis que le peuple cherche des balles et des fusils pour changer le cours de l'Histoire, Buonaparte, dans l'intimité de sa chambre, déclame avec ferveur les paroles du prêtre et penseur Guillaume-Thomas Raynal : « Peuples lâches ! Peuples stupides ! Puisque la continuité de l'oppression ne vous rend aucune énergie ; puisque vous vous en tenez à d'inutiles gémissements, lorsque vous pourriez rugir ; puisque vous êtes par millions et que vous souffrez qu'une douzaine d'enfants, armés de petits bâtons, vous mènent à leur gré, obéissez. Marchez, sans nous importuner de vos plaintes ; et sachez du moins être malheureux, si vous ne savez pas être libres²³. »

Alors que Mirabeau est à la recherche de couloirs secrets, Buonaparte se complaît en compagnie de Raynal et de Rousseau. Tous deux ont plaidé l'indépendance de la Corse. Cette monarchie française qui a mis fin au régime de Paoli doit payer, selon le jeune Buonaparte. À Auxonne, il s'attelle à son *Histoire de la Corse*, un livre dans lequel il veut dénoncer « l'autorité usurpée dont les rois jouissent dans les douze royaumes de l'Europe²⁴ ». Dans la prise de la Bastille, il voit avant tout une revanche pour la défaite des troupes de Paoli en 1769.

Alors que les canons des Invalides mettent un point final à la résistance du pauvre Launay et que Louis XVI note dans son journal : « Rien », Buonaparte est de plus en plus convaincu qu'il n'obéira pas, que le moment venu il rugira. Tout son organisme est comme un canon qui met sa cible en joue, l'explosif se compose des livres qu'il lit et des essais qu'il tente d'écrire. Un jour, la mèche s'allumera. En 1789, il en est déjà convaincu.

Mais il est encore persuadé que sa prise de la Bastille à lui se situe en Corse.

CHUTE DE LA MONARCHIE

La reine, Marie-Antoinette, tremble d'effroi en ce 17 juillet 1789. Son époux vient de partir pour se rendre à l'Hôtel de Ville. Elle n'est pas certaine de le revoir. Louis a nommé son frère aîné, le futur Louis XVIII, lieutenant général de l'armée, une armée à qui le roi ordonne de se retirer alors que les soldats voudraient continuer à se battre. De plus, le souverain refuse de s'enfuir. Au contraire, il se rend à Paris, au grand dam de la haute noblesse, qui ne comprend pas pourquoi il ne réprime pas la Révolution et tolère ainsi la violence.

À Versailles, les adieux déchirants se succèdent. Le frère cadet du roi, le futur Charles X, ne peut supporter la situation plus longtemps, il part. Les familles les plus prestigieuses quittent le pays, suivies de vingt mille châtelains. Les années suivantes, au moins cent mille barons, comtes et ducs iront tenter leur chance ailleurs. Mais le roi, qui se refuse à la violence, reste. Le 14 juillet, il a reçu une gifle sur la joue droite et, trois jours plus tard, il tend la joue gauche.

De son balcon, Marie-Antoinette scrute l'horizon. Elle ne voit rien. Il n'est parti que depuis dix minutes, mais le carrosse a déjà disparu au loin. L'idée l'effleure d'écrire une lettre à l'Assemblée pour demander une protection renforcée au cas où l'impensable se produirait.

Le souverain descend de la voiture sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Dix mille soldats crient : « Vive la Nation ! » A-t-il bien entendu ? « Vive la Nation ! » et non pas « Vive le roi ! ». S'il a pu croire que sa venue, preuve de sa bonne volonté,

suffirait à ramener l'ordre, il s'est manifestement trompé. Lui, le roi, le représentant de Dieu sur terre, lui, le énième après le lointain Hugues Capet, premier souverain français à être couronné en l'an de grâce 987 ! Il en perd le nord. Comment son aïeul, Louis XIV, aurait-il réagi ? Et le grand Henri IV ou bien Saint Louis ?

Trêve de réflexion, le voilà déjà dans la salle des cérémonies. Bailly le salue, l'homme qui a prêté serment au Jeu de Paume est à présent maire de Paris. Il lui serre la main. Mais son attention est déjà attirée par son voisin, la nouvelle vedette, la star du moment.

Le marquis de La Fayette lui adresse un franc signe de tête.

*

Le héros de la guerre d'indépendance de l'Amérique ne pense certainement pas, ce jour-là, à la rédaction sur le thème du cheval parfait qu'il a écrite quand il fréquentait l'école des Jésuites. Il avait fait l'éloge d'un animal qui se cabre et projette son cavalier, ce qui n'avait pas été du goût de ses maîtres. Son audace lui avait valu une bonne rossée. Chaque coup qu'il recevait ne faisait que renforcer son désir de liberté. Il devait bien exister autre chose au monde que l'obéissance aveugle !

Jeune aristocrate, il avait refusé de réaliser le Grand Tour, passage obligé pour les jeunes gens de son rang. Il jugeait absurde ce pèlerinage le long des sites culturels italiens et avait préféré traverser l'Atlantique pour participer à la Révolution américaine. Sa rencontre avec George Washington allait changer sa vie. Il incarnait à ses yeux les valeurs préromantiques décrites par Rousseau : l'honnêteté, le naturel et la sensibilité. La Fayette avait perdu son père depuis longtemps, il venait de trouver un maître à penser. À son retour en France, il avait trouvé la jeunesse patriotique fiévreusement en quête de modèles. Washington était loin, Gilbert de La Fayette allait endosser le rôle de héros.

Peu de mortels peuvent se targuer d'avoir vécu d'aussi près deux grands tournants dans l'Histoire. La Fayette compte parmi ceux-là. Après avoir joué un rôle important pendant la guerre

d'indépendance en Amérique, il va se trouver au premier rang de la Révolution française. Commandant de la Garde nationale, ce jeune trentenaire tient entre ses mains la sécurité du pays. Il est supposé remplir simultanément la tâche de chef militaire et celle de diplomate politique, déjouer les complots des royalistes et les violences des futurs terroristes. N'est-ce pas trop demander à un seul homme, même s'il a pour nom Gilbert de La Fayette ?

*

La Fayette et Bailly remettent au roi la cocarde. Celui-ci épingle l'insigne à son chapeau. Que peut-il faire d'autre ? Tout le monde applaudit. Le souverain se contente de hocher la tête. Le bleu et le rouge sont les couleurs de Paris, mais La Fayette, par respect pour Louis XVI, a ajouté au milieu le blanc de la royauté. Bleu, blanc, rouge. Sans le savoir, le roi parade avec le drapeau tricolore, qui sera rapidement adopté unanimement.

Il bredouille qu'il reconnaît Bailly comme maire de Paris et La Fayette comme chef de la toute nouvelle Garde nationale, la nouvelle armée en quelque sorte. Il s'entend déclarer qu'il est ému et heureux et qu'il est venu à Paris de son plein gré. Mais n'aurait-il pas dû hausser le ton ? Dire que la comédie avait assez duré ? Non, une fois encore, il hoche la tête. Il ne se cabre pas. Louis XVI se sent comme un cheval de cérémonie à qui l'on impose la bride.

De nombreux biographes dépeignent le roi ce jour-là comme un mol imbécile, incapable de saisir sa dernière chance, un homme de bonne volonté mais qui a perdu tout pouvoir de décision. Chateaubriand, dans ses mémoires, se montre moins sévère : « Louis XVI n'était pas faux : il était faible. La faiblesse n'est pas la fausseté, mais elle en tient lieu et elle en remplit les fonctions ; le respect que doivent inspirer la vertu et le malheur du Roi saint et martyr rend tout jugement humain presque sacrilège¹. »

Marie-Antoinette pousse un soupir de soulagement quand, le soir, son époux réapparaît. Il est en vie ! Elle s'avance pour

le serrer dans ses bras, mais reste interdite en voyant la cocarde tricolore : Sa Majesté affublée de la mascotte de la Révolution !

« LA LIBERTÉ N'EST PAS UN ALIMENT
QUE TOUS LES ESTOMACS PUISSENT DIGÉRER
SANS PRÉPARATION »

Le 14 juillet, les nouveaux riches placent leurs pions. Grâce au sang des plus pauvres, le pouvoir va descendre d'un échelon, mais la plèbe devra attendre encore longtemps avant de pouvoir même approcher de l'échelle. D'ailleurs, les bourgeois révolutionnaires se disent qu'il est dangereux de laisser armée cette bande de gueux sans discipline, et, peu après le fameux jour de gloire, le tiers état, par le biais d'une ruse, réquisitionne les armes qui avaient été distribuées gratuitement. Il promet quarante sous par fusil restitué, ce qui équivaut à deux journées de travail pour un ouvrier. Or, le 14 juillet 1789, le prix du pain atteint la somme record de quatorze sous. La plupart des armes sont restituées et immédiatement utilisées par la Garde nationale.

Le jour où La Fayette félicite les Parisiens pour la prise de la Bastille, il est nommé, ironie du sort, chef de la nouvelle milice qui doit assurer le maintien de l'ordre. Félicitations, chers insurgés, mais maintenant revenons aux choses sérieuses.

Ce n'est pas une sinécure. Berthier de Sauvigny s'est appliqué pendant des années à réformer un système fiscal boiteux. Pendant l'été houleux de 1789, il se voit chargé du ravitaillement de l'armée et il est accusé, à tort probablement, d'en avoir détourné une partie à des fins militaires. Le 22 juillet, des inconnus le conduisent à l'Hôtel de Ville, où une foule en colère tue le percepteur. Sa tête est plantée sur un pieu, son cœur arraché.

Le maire, Bailly, veut démissionner. D'un geste théâtral digne de Mirabeau, La Fayette met en lambeaux son écharpe militaire. Ce ne sera pas une mince affaire que de convaincre les deux dirigeants de garder leurs fonctions.

La peur s'insinue partout, à travers les rues et dans les chaumières. À Versailles, le roi, dans son palais, cherche à comprendre pourquoi brusquement le monde marche sur la tête. Les nobles se réfugient à l'étranger, et ceux qui restent accélèrent le pas quand ils passent sous un lampadaire. De partout retentit le cri « Les aristocrates à la lanterne ! », et on n'en reste pas toujours aux mots. La bourgeoisie, qui croyait tenir fermement les rênes, observe avec effroi les réactions imprévisibles du « quart état », le peuple affamé, hors de contrôle. L'inquiétude gagne Limoges, Brive, Cahors, Montauban, Beauvais, Nantes, et ainsi de suite. Des armes sont dérobées, des prisons prises d'assaut, des fonctionnaires et autres autorités menacés et éliminés.

Après les villes, c'est au tour de la France rurale de régler ses comptes avec cette ancestrale société de classes et la cruauté du système féodal. Le pays est sous l'emprise de la grande peur. Qui sait garder la tête froide ? Qui a encore une vue d'ensemble ? Entre l'anarchie et la répression, existe-t-il une troisième voie ? « La liberté n'est pas un aliment que tous les estomacs puissent digérer sans préparation² », affirme un journal. À l'Assemblée, les députés réclament une nouvelle Constitution, sinon « ce peuple sensible et loyal deviendra une horde de cannibales³ ».

Buonaparte écrit de province :

La populace de cette ville, renforcée d'un tas de brigands étrangers qui sont venus pour piller, se sont mis, dimanche au soir, à renverser les corps de bâtiments où logent les commis de la ferme, ont pillé la douane et plusieurs maisons. [...] Il y a eu toute la nuit 450 hommes sous les armes. L'on ne voulait pas tirer ni faire trop de mal ; c'est ce qui embarrassait⁴.

Bien qu'il appartienne encore à l'armée du roi, il est peu à peu impressionné par les événements. Il sent que le temps des vrais changements est venu et adhère finalement à l'idée d'une autre forme de gouvernement. Il se rend compte que le jour où il va falloir choisir son camp approche. Pour le reste, il écrit, il étudie et, en Bourgogne, il accomplit son devoir militaire. Il voit l'avenir d'un œil optimiste, son avenir

bien sûr, et demande déjà un nouveau congé pour retourner en Corse.

« LE BOULANGER, LA BOULANGÈRE
ET LE PETIT MITRON »

Le 5 octobre 1789, Marie-Antoinette est de nouveau en proie à l'angoisse. Un page est venu la chercher dans les jardins de Trianon. Elle y était confortablement installée parmi les arbres qu'elle a choisis avec soin, un livre sur les genoux, se berçant de l'illusion d'être invulnérable. Elle court au palais. Que ne s'est-elle retournée une dernière fois sur son hameau idyllique !

« Nous voulons du pain ! »

« Le roi doit quitter Versailles ! »

« Il doit vivre à Paris, parmi ses sujets ! »

Des centaines de femmes en colère se dirigent vers Versailles. Elles ont faim. Il n'y a plus de farine dans Paris. Le ventre vide, elles parcourent dix-sept kilomètres sous la pluie.

Le banquet donné quelques jours plus tôt au palais aurait attisé la rancœur, chuchote-t-on autour de la reine. Comment peut-on faire ripaille quand le peuple souffre de la faim ? Elle soupire. En outre, ce soir-là, les membres du fameux régiment flamand, un corps d'élite royal, ont piétiné des cocardes bleu, blanc, rouge. Elle en a été témoin. Ce spectacle lui avait redonné courage, mais les meneurs s'en sont inspirés pour jeter de l'huile sur le feu. Le jeune avocat Georges Jacques Danton aurait plaidé à l'Assemblée l'obligation pour chaque citoyen de porter la cocarde tricolore, sous peine d'être accusé de trahison.

Soudain, la Garde nationale se mêle au cortège. La Fayette n'en croit pas ses yeux. Une meute de femmes, passe encore, mais une troupe armée qui marche sur Versailles ! Il cherche à raisonner ses soldats, mais en vain. La discipline qu'il a imposée les mois précédents risque d'être ébranlée d'un moment à l'autre. Pire, certains de ses hommes le menacent personnellement. Voilà où en est le père de la patrie, monument de l'Ancien et du Nouveau monde !

Il réagit intelligemment : il décide de les accompagner. Sa présence suffira à donner une illusion d'ordre et de discipline et lui permettra, de surcroît, de garder un certain contrôle de la situation. Sur son cheval blanc, il se mêle aux soldats. Est-il leur chef ou leur prisonnier ? Mirabeau, jamais avare d'un bon mot au bon moment, se moque de Gilbert de La Fayette, en l'affublant du surnom Gilles César.

Les femmes ont un temps d'avance. À Versailles, les membres de l'Assemblée assistent impuissants à l'occupation de leur local, juste à côté du château, par une horde d'émeutières. Ils sont bien obligés d'envoyer une délégation au château. Des femmes, des hommes déguisés en femme et des parlementaires viennent grossir les rangs du cortège vers le palais. C'est là que la Garde nationale les rejoint.

*

Au château, tout le monde est sur le pont ! On court chercher le roi, qui est à la chasse. Les gardes le trouvent en train d'admirer ses proies. Il a attaqué des sangliers au couteau. En entendant la nouvelle, il laisse tomber son arme. Sa belle détermination disparaît. Sa tête s'affaisse entre ses épaules, il emboîte le pas à ses gardes et rentre à Versailles.

Un ministre lui conseille d'aller s'abriter au château de Rambouillet, un autre d'affronter la foule, juché sur son cheval. Incapable de prendre une décision, il reste.

Ensuite, il n'a plus le choix. Le château est encerclé. Le chasseur est devenu proie. Le soir, il écrit dans son journal : « Lundi 5 octobre. Interrompu par les événements⁵. »

Elles ont marché pendant six heures sous une pluie battante. Transies de froid, trempées jusqu'aux os, mais déterminées, les femmes réclament du pain. Elles ont l'intention d'emmener le roi à Paris, mais n'en disent rien pour l'instant. Marie-Antoinette se tait, elle aussi. Son époux assiste à la scène, impassible. Il vient de promettre à une délégation qu'il fera livrer de la farine, ce qui a un peu calmé les esprits. Mais il devra boire le calice jusqu'à la lie. La reine, impuissante, entend son mari déclarer devant les membres de l'Assemblée qu'il approuve les premiers

articles de la Constitution et la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*.

Couvert de boue des pieds à la tête, La Fayette se présente au palais. Dans un premier temps, l'entrée lui est refusée. Il est le bienvenu, mais seul, sans la Garde nationale, en qui le roi n'a plus aucune confiance. L'homme qui a perdu presque toute autorité sur ses troupes est introduit par une entrée de service. Même dans de telles circonstances, La Fayette ne se départit pas de sa belle prestance.

« Sire [...] Je viens vous apporter ma tête pour sauver la vôtre⁶. »

Il ajoute qu'il serait plus prudent que le roi s'installe à Paris. Sa Majesté souhaite y réfléchir. La Fayette s'incline avec élégance et quitte le palais. Il se précipite chez son beau-père et s'écroule dans un fauteuil.

*

Le matin, à cinq heures et demie, une bande d'émeutiers prend le château d'assaut. Comment de simples sujets ont-ils réussi à entrer et à trouver leur chemin jusqu'aux appartements du roi ? On chuchote que le duc Louis-Philippe d'Orléans, le cousin du roi, qui bientôt se fera appeler Philippe Égalité et qui, à l'instar de quelques nobles, a rejoint le tiers état, leur aurait indiqué la voie.

La colère et le ressentiment ont surtout pour cible Marie-Antoinette, « l'Autri-chienne », qui fait figure de bouc émissaire. Elle est décrite dans des pamphlets comme une souveraine dépensière et frivole. Un garde entend hurler : « Nous voulons couper sa tête, arracher son cœur, fricasser ses foies, et cela ne finira pas là⁷ ! »

A-t-elle réellement déclaré : « Ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche » ? Non. Ces paroles tirées des *Confessions*, écrites en 1765, relatent une anecdote antérieure à 1765 et ne lui seront attribuées que beaucoup plus tard. Aucun des révolutionnaires ne l'a accusée d'avoir prononcé ces mots, mais on lui reproche beaucoup d'autres choses.

Deux gardes sont décapités. Un troisième retient les meurtriers, il tire et crie à travers la porte des appartements de la reine qu'elle doit se sauver, car ils viennent la tuer. Il est défenestré, mais il survivra à sa chute. Marie-Antoinette court se réfugier dans les appartements du roi, qui entre-temps est parti la retrouver dans son aile du château. Un chassé-croisé tragico-comique s'amorce. Ils finissent par se trouver et échappent de justesse aux insurgés.

Pour la deuxième fois en vingt-quatre heures, La Fayette accourt au château de Versailles. Ses opposants trouvent que le général Morphée – il se serait endormi au plus mauvais moment – est bien indolent. Néanmoins, il reprend son rôle d'intermédiaire entre le peuple et le roi dans une situation particulièrement critique. Il doit se plier en quatre pour faire sortir les émeutiers du château. Le calme semble revenu, puis les cris reprennent. Dehors, on réclame le roi : « À Paris ! Le roi, à Paris ! »

Louis XVI n'a plus aucune échappatoire. Il apparaît au balcon. Le peuple l'acclame. Désormais, il en sera ainsi chaque fois qu'il fera plier son souverain, un peu comme un maître qui caresse la tête de son chien quand il tend la patte.

Mais on réclame aussi la reine, honnie de tous. La Fayette lui suggère discrètement de se présenter à ses côtés. Elle lui demande, effrayée, s'il n'a pas vu les gestes que faisait la foule.

Il hoche la tête, mais ordonne : « Venez ! »

Elle le suit. Il y a quelques instants, une simple porte la séparait de la mort ; à présent, elle doit affronter la foule la tête haute et saluer. Comme une héroïne cornélienne, elle s'avance sur le balcon avec ses enfants. Un homme braque son fusil sur elle, mais ne tire pas.

Là où, un peu plus d'un siècle auparavant, Molière offrait la primeur de ses comédies et Lully dirigeait ses opéras règne désormais un silence de plomb. Là où, à l'époque, des aristocrates domestiqués étaient assis sur des fauteuils pliants s'agglutinent maintenant des citoyens audacieux, des femmes déterminées et une horde indéfinissable. Là où un Roi-Soleil a fièrement brillé de tous ses feux se tient aujourd'hui une Marie-Antoinette apparemment impassible, mais intérieurement terrorisée.

Nul n'avait prévu ce scénario.

Tout à coup, La Fayette a une idée. Il prend la main de la reine. La foule le regarde, ébahie. Mais que fait-il ? Elle voit le chef de la Garde nationale s'incliner lentement vers elle, attirer sa main à lui et y poser un baiser. C'est sa façon de dire que la paix est revenue.

Son geste aurait pu paraître ridicule et déclencher un bain de sang, mais il entrera dans l'Histoire comme une idée de génie, car le peuple, qui l'instant d'avant huait la reine, l'acclame à présent. Le roi, qui parvient à peine à dissimuler sa surprise, s'approche et promet solennellement de se rendre à Paris avec toute sa famille.

« Vive le roi ! »

« Vive le général ! »

« Vive la reine ! »

Marie-Antoinette hoche élégamment la tête, mais l'observateur attentif remarquera que son sourire est quelque peu figé. Elle se rend compte de combien la foule livrée à elle-même est imprévisible. La Fayette constate lui aussi que la frontière est tenue entre les applaudissements et la mise à mort.

Cette nuit-là, un surprenant cortège regagne Paris. Pas de défilé de plumes, de chapeaux ni d'épées, pas de fauconniers dont les bras servent de perchoir à des oiseaux de proie sur le qui-vive, mais des femmes trempées jusqu'aux os. Des soldats de la Garde nationale les accompagnent, ils fument la pipe nonchalamment, et, ici ou là, une voiture transportant des sacs de farine qui viennent des réserves de Versailles se fraye un passage dans le cortège. Et puis, quelque part au milieu, le carrosse qui conduit la famille royale, comme une *épave* poussée par cette joyeuse marée humaine. Le tout tient à la fois du carnaval et de l'enterrement.

Les têtes des gardes décapités sont aussi rapportées à Paris, au bout de piques, encadrant la voiture royale. « Nous ne manquerons plus de pain. Nous ramenons à Paris le boulanger, la boulangère et le petit mitron ⁸ ! » scandent les participants, tandis que le dauphin et sa sœur tremblent derrière les rideaux fermés et se serrent contre leurs parents.